

Art. 7. Dans l'article 7 du même arrêté, le point 2°, d), est remplacé par ce qui suit :

« d) lorsqu'une infraction au respect de l'obligation de faire appel à de l'expertise externe afin de garantir la qualité des épreuves est constatée; »

Art. 8. Dans l'article 8 du même arrêté, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Par dérogation au paragraphe 1er, tous les examens de la première session d'examens de l'année scolaire 2013-2014 sont organisés entre le vendredi 29 novembre 2013 et le mardi 10 décembre 2013. »

Art. 9. L'article 10 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 10. § 1^{er}. La direction du centre a le choix soit d'assumer elle-même l'élaboration des épreuves, soit de confier entièrement ou partiellement la fourniture d'épreuves existantes ou l'élaboration de nouvelles épreuves à un sous-traitant.

§ 2. La direction du centre est tenue d'utiliser, pour l'organisation des jurys, des épreuves linguistiques qui ont été validées par l'Agence pour la Gestion de la Qualité dans l'Enseignement et la Formation du Ministère flamand de l'Enseignement et de la Formation. »

Art. 10. L'article 12 du même arrêté est abrogé.

Art. 11. Dans l'article 16 du même arrêté, l'alinéa deux est abrogé.

Art. 12. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 2013.

Art. 13. Le Ministre flamand qui a l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 6 septembre 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

Le Ministre flamand de l'Enseignement, de la Jeunesse, de l'Egalité des Chances et de Bruxelles,
P. SMET

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/205373]

19 SEPTEMBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations destinées à l'équitation comportant une/des piste(s) dont la surface totale est supérieure à 2 000 m² et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2013

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les articles 4 et 5, l'article 7 modifié par le décret du 22 novembre 2007, les articles 8 et 9;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2013 déterminant les conditions sectorielles relatives aux dépôts de produits phytopharmaceutiques à usage professionnel et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ainsi que l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu l'avis n° 53.122/4 du Conseil d'Etat, donné le 24 avril 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Les présentes conditions sectorielles s'appliquent aux installations destinées à l'équitation comportant une ou plusieurs pistes dont la surface totale est supérieure à 2000 m² visées à la rubrique 92.61.09.02.02 de l'annexe I^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 2. Pour l'application des présentes prescriptions, on entend par :

1^o piste : l'aire de travail, couverte ou non, destinée à la pratique de l'équitation et aménagée par l'apport de matériaux meubles, à l'exclusion des paddocks, aménagés ou non;

2^o paddock : la prairie ou la piste destinée à l'échauffement des chevaux lors de concours;

3^o fumière : l'aire réservée au stockage du fumier telle que visée par l'article R.188, 16^o, du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau;

4^o équitation : l'ensemble des exercices équestres qui consistent à monter ou apprendre à monter un équidé ainsi qu'à le dresser ou à le dompter;

5^o établissement existant : l'établissement autorisé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté; l'établissement pour lequel une demande de permis a été introduite avant l'entrée en vigueur du présent arrêté; la transformation ou l'extension d'un établissement existant que l'exploitant a, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, consigné dans le registre prévu par l'article 10, § 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est assimilé à un établissement existant.

CHAPITRE II. — *Implantation et construction*

Art. 3. La piste est implantée à plus de 10 mètres d'un piézomètre.

CHAPITRE III. — *Exploitation*

Art. 4. Des matériaux meubles minéraux composent la piste.

Toutefois, l'apport de matières meubles autres que minérales, telles que notamment des copeaux de textile ou de caoutchouc, pour aménager la piste peut être autorisé par les conditions particulières pour autant que ces matières présentent des garanties de protection de l'environnement similaires à celles présentées par des matériaux meubles minéraux, notamment en ce qui concerne les émissions de poussières, les nuisances sonores et les risques de pollution du sol.

Art. 5. Les heures d'utilisation des pistes peuvent être fixées par les conditions particulières.

CHAPITRE IV. — *Prévention des accidents et incendies*

Art. 6. Avant la mise en œuvre du projet et avant chaque modification des lieux ou des circonstances d'exploitation susceptibles de modifier les risques d'incendie ou de sa propagation, l'exploitant consulte le service d'incendie territorialement compétent sur les mesures à prendre et les équipements à mettre en œuvre en matière de prévention et de lutte contre les incendies et explosions, dans le respect de la protection du public et de l'environnement.

Art. 7. L'exploitant prend toutes les dispositions afin d'éviter que les animaux puissent s'échapper et de garantir la sécurité du public, au moyen notamment de clôtures ou de barrières adaptées.

CHAPITRE V. — *Eau*

Art. 8. Les eaux pluviales provenant des toitures des bâtiments dans lesquels sont situées les pistes sont dirigées vers une citerne pourvue d'un trop-plein. Le trop-plein est évacué vers des voies artificielles d'écoulement ou les eaux de surface.

CHAPITRE VI. — *Air*

Art. 9. L'exploitant est tenu d'humidifier la piste, par temps sec, afin d'éviter l'envol massif de poussières. L'usage à cette fin de tout autre liquide que l'eau est interdit.

CHAPITRE VII. — *Gestion des déchets*

Art. 10. Si les effluents ne peuvent pas être maintenus sur la piste, ils sont évacués vers la fumière.

A défaut d'une valorisation par l'exploitant, les effluents sont transférés à un agriculteur conformément à l'article R.212 du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau ou enlevés par un collecteur agréé.

CHAPITRE VIII. — *Contrôle et surveillance*

Art. 11. Pour les établissements ouverts au public, un règlement d'ordre intérieur est apposé de manière visible et contient au minimum les indications suivantes :

1° l'horaire d'utilisation de la piste;

2° l'obligation d'avoir un comportement respectueux du voisinage.

CHAPITRE IX. — *Dispositions modificatives*

Art. 12. Dans l'article 3, 1^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2013 déterminant les conditions sectorielles relatives aux dépôts de produits phytopharmaceutiques à usage professionnel et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ainsi que l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, les mots « avant l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement » sont remplacés par les mots « avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ».

Art. 13. Dans l'article 24, alinéa 2, du même arrêté, les mots « les articles 8, 12, 13 et 18 » sont remplacés par les mots « les articles 12, 13 et 18 ».

CHAPITRE X. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 14. Les chapitres I^{er} à VIII s'appliquent aux établissements existants.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les articles 3 et 8 ne s'appliquent pas aux établissements existants.

Art. 15. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 septembre 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/205373]

19. SEPTEMBER 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen in Bezug auf Reitanlagen mit einer oder mehreren Reitbahnen und einer Gesamtfläche von höchstens 2 000 m² und zur Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2013

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4 und 5, Artikel 7, abgeändert durch das Dekret vom 22. November 2007 und Artikel 8 und 9;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2013 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen im Bereich der Lagerung von beruflich genutzten Pflanzenschutzmitteln und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten;

Aufgrund des am 24. April 2013 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 53.122/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Anwendungsbereich und Definitionen

Artikel 1 - Die vorliegenden Bedingungen sind anwendbar auf die Reitanlagen mit einer oder mehreren Reitbahnen und einer Gesamtfläche von höchstens 2 000 m² laut Rubrik 92.61.09.02 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten.

Art. 2 - Für die Anwendung der vorliegenden Vorschriften gelten folgende Definitionen:

1° Bahn: die überdachte oder nicht überdachte, für Reitübungen bestimmte Arbeitsfläche, die durch das Einbringen von lockerem Material eingerichtet wird, ausschließlich der eingerichteten oder nicht eingerichteten Paddocks;

2° Paddock: die Wiese oder die Bahn für das Aufwärmen der Pferde bei Reitsportveranstaltungen;

3° Mistplatz: Fläche, die der Lagerung des Mists vorbehalten ist, nach Artikel R.188, 16° des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;

4° Reiten: die gesamten Reitübungen, die darin bestehen, ein Pferd zu reiten oder das Pferdereiten zu erlernen, ein Pferd zu dressieren oder zu zähmen;

5° Bereits bestehender Betrieb: jeglicher Betrieb, der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ordnungsgemäß zugelassen wurde; jeglicher Betrieb, für den vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ein Genehmigungsantrag eingereicht wurde; die Umwandlung oder Erweiterung eines bereits bestehenden Betriebs, die der Betreiber vor dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses im in Artikel 10, § 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Register eingetragen hat, wird einem bereits bestehenden Betrieb gleichgestellt.

KAPITEL II — Standort und Bau

Art. 3 - Die Reitbahn wird in einer Entfernung von mehr als 10 Metern von einem Piezometer angelegt.

KAPITEL III — Betrieb

Art. 4 - Die Bahn besteht aus lockerem mineralischen Material.

Die Gestaltung der Bahn unter Anwendung von nicht mineralischem Material wie zum Beispiel Textil- oder Kautschuckschnitzeln kann in den Sonderbedingungen erlaubt werden, unter der Bedingung, dass dieses Material ähnliche Garantien auf dem Gebiet des Umweltschutzes bietet wie das lockere mineralische Material, insbesondere was die Staubentwicklung, die Lärmbelastung und die Gefahr einer Bodenverunreinigung betrifft.

Art. 5 - Die Öffnungszeiten der Bahn können in den Sonderbedingungen festgelegt werden.

KAPITEL IV — Unfall- und Brandverhütung

Art. 6 - Vor der Durchführung des Projekts und vor jeglicher Änderung der Räumlichkeiten und/oder der Betriebsverhältnisse, aus denen sich eine Änderung der Brandgefahr oder der Ausbreitung des Feuers ergeben könnte, erkundigt sich der Betreiber beim örtlich zuständigen Feuerwehrdienst über die zu treffenden Maßnahmen und die einzusetzenden Ausrüstungen in Sachen Brand- und Explosionsverhütung und -bekämpfung im Rahmen des Schutzes der Öffentlichkeit und der Umwelt.

Art. 7 - Der Betreiber trifft jegliche Maßnahmen um ein Ausbrechen der Tiere zu verhindern und die Sicherheit der Besucher zu gewährleisten, insbesondere durch das Anbringen geeigneter Zäune oder Gatter.

KAPITEL V — Wasser

Art. 8 - Das von den Dächern der Gebäude, in denen sich die Reitbahnen befinden, abfließende Regenwasser, wird in einen mit einem Überlauf ausgestatteten Tank abgeleitet. Dieser Überlauf mündet in künstliche Ableitwege für Regenwasser oder in das Oberflächenwasser.

KAPITEL VI — Luft

Art. 9 - Um eine massive Staubentwicklung zu vermeiden, ist der Betreiber bei trockenem Wetter verpflichtet, die Reitbahnen anzufeuchten. Zu diesem Zweck darf ausschließlich Wasser verwendet werden.

KAPITEL VII — Abfallbehandlung

Art. 10 - Falls die Ausscheidungen nicht auf der Bahn belassen werden können, werden sie auf den Mistplatz gebracht.

In Ermangelung einer Aufwertung durch den Betreiber werden die Ausscheidungen gemäß Artikel R. R.212 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, an einen Landwirt geliefert.

KAPITEL VIII — Kontrolle und Überwachung

Art. 11 - In den der Öffentlichkeit zugänglichen Einrichtungen wird eine allgemeine Dienstordnung sichtbar angebracht, die wenigstens die folgenden Angaben umfasst:

1° die Öffnungszeiten der Reitbahn;

2° die Verpflichtung, sich gegenüber der Nachbarschaft respektvoll zu verhalten.

KAPITEL IX — *Abänderungsbestimmungen*

Art. 12 - In Artikel 3, 1° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2013 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen im Bereich der Lagerung von beruflich genutzten Pflanzenschutzmitteln und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten wird der Wortlaut "vor dem Inkrafttreten des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung" durch den Wortlaut "vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses" ersetzt.

Art. 13 - In Artikel 24, Absatz 2 desselben Erlasses wird der Wortlaut "die Artikel 8, 21, 13 und 18" durch den Wortlaut "die Artikel 12, 13 und 18" ersetzt.

KAPITEL X — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 14 - Die Kapitel I bis VIII sind auf die bestehenden Betriebe anwendbar.

In Abweichung von Absatz 1 sind die Artikel 3 und 8 nicht auf die bestehenden Betriebe anwendbar.

Art. 15 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. September 2013

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/205373]

19 SEPTEMBER 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor paardrijden met één/meer banen waarvan de totaaloppervlakte 2 000 m² overschrijdt en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2013

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, artikelen 4 en 5, artikel 7, gewijzigd bij het decreet van 22 november 2007, artikelen 8 en 9;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2013 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de opslag van gewasbeschermingsmiddelen voor beroepsgebruik en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning alsook van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;

Gelet op het advies nr. 53.122/4 van de Raad van State, gegeven op 24 april 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en begripsomschrijving*

Artikel 1. Deze sectorale voorwaarden zijn van toepassing op de installaties voor paardrijden met één of meer banen waarvan de totaaloppervlakte 2 000 m² overschrijdt en die opgenomen zijn in de rubriek 92.61.09.02.02 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Art. 2. Voor de toepassing van deze voorschriften wordt verstaan onder :

1° baan : de al dan niet overdekte werkruimte bestemd voor paardrijden en ingericht met losse materialen, met uitsluiting van de paddocks, al dan niet ingericht;

2° paddock : weide of baan bestemd voor de opwarming van de paarden bij wedstrijden;

3° mestvaalt : ruimte bestemd voor de opslag van mest zoals bedoeld in artikel R.188, 16°, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;

4° paardrijden : het geheel van de paardoefeningen, met name een paardachtige berijden of leren berijden alsook trainen of africhten;

5° bestaande inrichting : inrichting vergund vóór de inwerkingtreding van dit besluit; inrichting waarvan de vergunningsaanvraag vóór de inwerkingtreding van dit besluit is ingediend; verbouwing of uitbreiding van een inrichting die de exploitant vóór de inwerkingtreding van dit besluit heeft opgenomen in het register bedoeld in artikel 10, § 2, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt gelijkgesteld met bestaande inrichtingen.

HOOFDSTUK II. — *Vestiging en bouw*

Art. 3. De baan wordt aangelegd op meer dan 10 meter van een piëzometer.

HOOFDSTUK III. — *Exploitatie*

Art. 4. De baan bestaat uit minerale losse materialen.

Het gebruik van andere losse materialen dan minerale stoffen, zoals, o.a., textiel- of rubberspaanders om de baan in te richten kan echter ook toegelaten worden door de bijzondere voorwaarden voor zover die stoffen dezelfde milieuvriendelijke garanties bieden als de minerale losse stoffen, meer bepaald wat betreft emissies van stofdeeltjes, geluidshinder en grondverontreinigingrisico's.

Art. 5. De uren van gebruik van de banen kunnen vastgelegd worden in de bijzondere voorwaarden.

HOOFDSTUK IV. — *Ongevallen- en brandpreventie*

Art. 6. Vóór de tenuitvoerlegging van het project en vóór elke wijziging van de plaats of de exploitatieomstandigheden die de risico's voor brand of voor de verspreiding ervan zouden kunnen wijzigen, raadpleegt de exploitant de territoriaal bevoegde brandweerdienst over de te treffen maatregelen en de aan te wenden uitrustingen inzake de preventie en de bestrijding van brand en ontploffingen, met inachtneming van de bescherming van de bevolking en het leefmilieu.

Art. 7. De exploitant neemt alle maatregelen om ontsnapping van de dieren te voorkomen en om de veiligheid van het publiek te garanderen d.m.v. geschikte omheiningen of sluitbomen.

HOOFDSTUK V. — *Water*

Art. 8. Het regenwater afkomstig van de daken van de gebouwen waarin de banen zijn aangelegd wordt afgevoerd naar een regenbak die van een overlooppijp voorzien is. Het overtollige water wordt afgevoerd naar kunstmatige afvoerwegen of naar de oppervlaktewateren.

HOOFDSTUK VI. — *Lucht*

Art. 9. Bij droog weer moet de exploitant de banen bevochtigen om massaal wegvliegen van stofdeeltjes te voorkomen. Het gebruik van andere vloeistoffen dan water daartoe is verboden.

HOOFDSTUK VII. — *Afvalbeheer*

Art. 10. Als de dierlijke mest niet op de baan mag blijven, wordt hij naar de mestvaalt afgevoerd.

Bij gebrek aan een valorisatie door de exploitant wordt de dierlijke mest naar een landbouwer overgebracht overeenkomstig artikel R.212 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, of door een erkende ophaler weggehaald.

HOOFDSTUK VIII. — *Controle en toezicht*

Art. 11. In de inrichtingen die voor het publiek toegankelijk zijn wordt een huishoudelijk reglement op zichtbare wijze aangeplakt. Dat reglement vermeldt op zijn minst de volgende gegevens :

1° de uren van gebruik van de baan;

2° de verplichting om respect te tonen voor de buurt.

HOOFDSTUK IX. — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 12. In artikel 3, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2013 besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2013 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de opslag van gewasbeschermingsmiddelen voor beroepsgebruik en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning alsook van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten worden de woorden « vóór de inwerkingtreding van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning » vervangen door de woorden « vóór de inwerkingtreding van dit besluit ».

Art. 13. In artikel 24, tweede lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden « de artikelen 8, 12, 13 en 18 » vervangen door de woorden « de artikelen 12, 13 en 18 ».

HOOFDSTUK X. — *Slot- en overgangsbepalingen*

Art. 14. De hoofdstukken I tot VIII zijn van toepassing op de bestaande inrichtingen.

In afwijking van het eerste lid zijn de artikelen 3 en 8 niet van toepassing op de bestaande inrichtingen.

Art. 15. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 september 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY